

# L'ÉDITO

## par Philippe MARTIN

# Dernier coup de collier

**Pour un gouvernement, la confection d'un budget permet de maintenir l'État à flot. De respecter l'équilibre entre les recettes et les dépenses pour mener à bien une politique déterminée. En Belgique, il en va tout autrement.** À l'échelon fédéral, le budget, ce n'est pas seulement une notion comptable, un subtil dosage financier. C'est le moment, l'instant suprême où l'exécutif définit sa politique dans un certain nombre de matières essentielles comme l'emploi, la fiscalité et la politique sociale. Mieux : on a vraiment l'impression que s'il n'y avait pas cette échéance budgétaire estivale, la coalition serait incapable d'arrêter ses grands choix stratégiques, de trancher dans le vif, d'opérer les indispensables arbitrages entre les partis de la majorité. Avant, on pinaille, on caquette, on se vole dans les plumes. C'est bien connu, c'est toujours au sein d'une même équipe que les rapports de force sont les plus violents. Prenez les décisions de

dédommagement des coopérateurs d'Arco, si chers au CD&V, par exemple. Il va de soi qu'une telle mesure n'a pu être adoptée qu'en échange de concessions, à la N-VA et à l'Open VLD, sur la dégressivité des allocations de chômage et sur l'ensemble du « jobs deal » qui vise à maintenir les travailleurs plus longtemps sur le marché de l'emploi. À un an des élections, le dernier budget de la « Suédoise » permet donc avant tout de prendre des décisions emblématiques, pour un gouvernement de centre droit à forte composante flamande. Un ultime coup de collier, en quelque sorte. Les réactions sont à l'avenant, des syndicats et des partis d'opposition, cela va sans dire, mais aussi de la Fédération des entreprises de Belgique qui s'interroge sur « l'exécution concrète de ces mesures ». Et c'est sans doute là que le bât blesse. À trop vouloir prendre des décisions idéologiquement très

orientées, ces choix peuvent aussi présenter le défaut de ne pas être parfaitement réalistes. Et donc de compromettre les rentrées financières sur lesquelles repose l'équilibre budgétaire à venir. D'ailleurs, étonnamment, Charles Michel ne dévoile que peu de chiffres sur les marchandages et tours de passe-passe qui permettent d'atteindre l'équilibre financier et de combler le trou de 2,6 milliards. Abracadabra ?